Olivier Faure

Premier secrétaire du PS

Fabien Roussel

Secrétaire national du PCF

Marine Tondelier

Secrétaire nationale Les Ecologistes

Monsieur Emmanuel MACRON
Président de la République
Palais de l'Elysée
55, rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 PARIS

Paris, le 27 juillet 2025

Monsieur le Président,

Vous vous êtes engagé le 24 juillet à reconnaître l'État de Palestine lors de la prochaine réunion de l'Assemblée générale des Nations unies en septembre prochain.

Il s'agit d'un pas en avant important pour notre pays, dans l'application du droit international, 37 ans après la proclamation de l'État de Palestine par Yasser Arafat, et 32 ans après les accords d'Oslo au terme desquels l'Organisation de libération de la Palestine avait reconnu l'État d'Israël.

Nos forces politiques portent elles-mêmes cette exigence.

Cette décision doit toutefois n'être qu'une première étape.

Nous vous appelons solennellement, Monsieur le Président de la République, à aller jusqu'au bout de la démarche que vous avez annoncée. C'est ce qu'attendent nos compatriotes, toujours plus nombreux à vouloir que s'arrête le bain de sang au Proche-Orient. C'est aussi ce qu'attendent les peuples du monde du pays qui, le premier, a proclamé l'universalité des droits humains.

Dans un appel rendu public le 23 juillet, une centaine d'ONG, soulignent qu'une grande partie de la population de Gaza est à court terme menacée dans son existence par une famine de masse, du fait de la politique de blocus du gouvernement israélien. Gaza meurt de faim. De plus, la Knesset a appelé à annexer la Cisjordanie, en violation du droit international et des résolutions de l'ONU.

Aujourd'hui, après des bombardements qui ont fait d'innombrables victimes civiles, ce sont des milliers de Palestiniens qui sont menacés d'une mort certaine par une famine cyniquement organisée, et c'est tout un peuple que l'on cherche à expulser des territoires où il vit.

L'extrême gravité de la situation pour le peuple palestinien rend nécessaire une action concrète et immédiate face à la politique délibérée du gouvernement de Benjamin Netanyahu, qui entend

rendre impossible la solution à deux Etats, ce qui plonge l'ensemble de la région du Proche et du Moyen Orient dans le chaos. L'urgence est aussi à la libération des otages israéliens encore détenus à Gaza.

Nous vous demandons d'agir dès à présent pour que l'État de Palestine, désormais reconnu par notre pays en sa qualité de membre permanent du Conseil de sécurité, dispose de tous les droits reconnus aux États membres de l'ONU, et pour qu'il dispose d'une capacité juridique internationale et d'une protection juridique internationale.

La conférence interministérielle sur la mise en œuvre de la solution à deux États, les 28 et 29 juillet prochains à New York, avec l'Arabie Saoudite, doit permettre d'aller dans ce sens.

Pour arrêter l'entreprise de massacres de masse et d'épuration ethnique en cours à Gaza, nous vous demandons de concrétiser votre annonce pour répondre aux deux urgences du moment.

La France doit en premier lieu œuvrer pour qu'une aide humanitaire massive soit apportée à la population gazaouie martyrisée. Et elle doit porter, auprès de ses partenaires, l'exigence de sanctions contre le gouvernement israélien, en particulier la suspension de l'accord d'association entre l'Union Européenne et l'Etat d'Israël tant que le droit international n'est pas respecté. Sur ces deux urgences, il lui revient de prendre la tête d'une coalition d'États prêts à agir immédiatement en ce sens.

Ne laissez pas les mains libres à l'actuel gouvernement israélien pour enterrer définitivement l'espoir d'une paix juste et durable entre les peuples israélien et palestinien, dans des États aux frontières sûres et reconnues. Et ce, au moment où des dizaines de milliers de citoyens d'Israël se dressent contre les entreprises criminelles de leur gouvernement.

Monsieur le Président, prolongez votre déclaration du 24 juillet, et agissez avant qu'il ne soit trop tard !

En vous remerciant de l'attention que vous voudrez bien accorder à ces demandes, soyez assurés de notre haute considération.

Olivier Faure
Premier Secrétaire du Parti
socialiste

Fabien Roussel
Secrétaire national du PCF

Marine Tondelier
Secrétaire nationale Les
Ecologistes